

Club Junior-Entreprises – Le débat

Entre crises et désillusions : quelles ambitions pour l'Europe ?

Mardi 22 juin 2010 au « 1515 » (Paris 8ème), Pascal CANFIN, Député Européen - Europe Écologie, Bertrand COLLOMB, Président d'honneur du groupe Lafarge et Jacques MISTRAL, Directeur des études économiques de l'IFRI ont confronté leurs différents points de vue à celui des Junior-Entrepreneurs sur le thème « Entre crises et désillusions, quelles ambitions pour l'Europe ? ».

L'Europe sociale

Farah BENOUIS : « Quelle analyse faites-vous du partage de la valeur ajoutée et de la paupérisation en Europe ? »

- Jacques MISTRAL : « C'est une très bonne idée de la part des Junior-Entreprises de démarrer par la pauvreté. L'économie est faite pour des citoyens. La crise a multiplié les situations de pauvreté en Europe et partout ailleurs dans le monde. Mais les systèmes de protection sociale ont toujours protégé les Européens. Le partage de la valeur ajoutée est stable. En France, les conditions de partage de la valeur ajoutée sont à l'avantage des salariés, selon les statistiques. L'évolution du partage des revenus se caractérise par la hausse des hauts revenus (premier centile principalement) ».
- Bertrand COLLOMB : « La carte représentant la part de la population nationale disposant d'un revenu inférieur à 60% du revenu médian européen est un indicateur d'inégalités et non de pauvreté. Entre les différents pays européens, les inégalités se sont réduites, même si l'on constate certaines exceptions. En France, les bas revenus restent stables, mais les hauts revenus ont fortement augmenté ».

Farah BENOUIS : « Face à l'évolution des politiques nationales et face à la crise, comment réagit le législateur européen ? »

- Pascal CANFIN : « La Stratégie Europe 2020 présentée par José Manuel BARROSO est une grande machine très bureaucratique avec beaucoup d'indicateurs et d'objectifs. Nous verrons dans 10 ans quels états auront droit à une recommandation de la Commission. Parlons donc d'aujourd'hui, de choses plus concrètes comme la consolidation budgétaire et le respect du pacte de stabilité de croissance qui me semble plus pertinent en termes de lutte contre la pauvreté ! La part de la population nationale disposant d'un revenu inférieur à 60% du revenu médian européen est certes un indicateur de dispersion mais un indicateur de dispersion au sein d'une unité commune, d'un marché commun. Quand on réfléchit sur ce marché unique, on est dans des conséquences sociales très différentes selon les politiques que l'on mène. Si l'on applique aujourd'hui le principe du pays d'origine dans l'Union Européenne, on serait dans une remise en concurrence totale des modèles sociaux. Ça ne veut pas dire qu'il faut fermer les frontières, c'est extrêmement important que les pays de l'Europe de l'Est aient intégré l'Union Européenne pour des raisons géopolitiques évidentes et aussi pour des raisons économiques et sociales. La consolidation budgétaire est la grosse actualité économique européenne d'aujourd'hui et c'est elle qui va avoir à court et moyen termes l'impact le plus



important sur la question sociale. A partir du moment où nous avons mutualisé les risques associés aux dettes publiques dans le cadre de cet accord de stabilisation européen, il est normal de se surveiller mutuellement de manière un peu plus stricte qu'avant ».

- Bertrand COLLOMB : « En Europe, il y a un modèle commun. Les comités de groupes européens abordent des sujets plus importants que les comités de groupes français ».

Olivier FOURNIER : « Avec les élections européennes de 2009, on a vu monter l'extrême droite (Autriche, Hongrie, Danemark, Grèce, Pays-Bas, Italie, etc.) et les mouvements indépendantistes gagnent du terrain. Peut-on envisager une unité diplomatique avec des partis d'extrême droite et plus généralement, peut-on rassembler des extrêmes autour d'une unité diplomatique ? »

- Pascal CANFIN : « On a un processus de globalisation, de reterritorialisation et au milieu les états-nations qui souffrent d'un assèchement par le bas et par le haut. Aujourd'hui, nous sommes au milieu de la dynamique car les seuls espaces de pouvoir considérés comme légitimes structurés, les seuls espaces de redistribution des richesses et les seuls espaces démocratiques restent les états-nations. Si on reste dans une logique intergouvernementale sans notion de politique intérieure mondiale, nous sommes dans un schéma politique qui est complètement structuré autour de la nation. Nous avons une demande nationale extrêmement forte. La seule solution est qu'il faut essayer de créer à la fois plus de démocratie en Europe et plus de transfert de souveraineté ».

Farah BENOUIS : « Comment rétablir la confiance entre les partenaires sociaux ? Comment sortir l'Europe de la dépression ? »

- Bertrand COLLOMB : « Tous les pays européens ne sont pas dépressifs. Il faut retrouver la croissance ».
- Jacques MISTRAL : « La faiblesse de l'Europe est la concurrence pratiquée par les entreprises européennes entre elles, sur les marchés extérieurs à l'Europe ».

Un Junior-Entrepreneur : « Y a-t-il une mise en valeur du fruit du revenu du capital par rapport au travail ? Aujourd'hui, dévalorise-t-on le travail par rapport au capital ? »

- Bertrand COLLOMB : « Les actionnaires des années 1950-1970 négociaient beaucoup avec les syndicats et étaient très souvent contrôlés par l'Etat. Mais les actionnaires des années 1980-1990, qui ont la possibilité de placer leur argent dans le monde entier, demandent un rendement beaucoup plus important et une prime de risque. Dans la répartition des pouvoirs, les actionnaires ont plus pesé que les salariés ».
- Jacques MISTRAL : « Selon beaucoup d'études, la classe moyenne se sent un peu délaissée. Mais n'exagérons pas ce nombrilisme parce que les Américains ont plus de difficultés que les Français. Les dirigeants ont en face d'eux les syndicats qu'ils méritent ».

L'Europe économique

Farah BENOUIS : « Quelles conséquences aura la chute du cours de l'euro sur les entreprises européennes ? »



- Bertrand COLLOMB : « Le vrai problème, c'est la compétitivité. L'Allemagne a su améliorer sa compétitivité, mais pas la France. Tout ce que nous pouvons gagner en compétitivité, ce sont les exportations ».
- Pascal CANFIN : « Les excédents allemands sont, mécaniquement, les déficits des autres pays de l'Union. Il s'agit d'un jeu entre les uns et les autres. Le raisonnement économique de l'Europe n'est pas logique macro-économiquement ».

Olivier FOURNIER : « La solidarité économique entre les nations comme socle de l'unité de l'Union Européenne est-elle une belle ambition ou cela relève-t-il de l'utopie ? »

- Pascal CANFIN : « L'utopie, c'est de continuer à penser que l'on peut faire demain ce que l'on a fait hier. Le conservatisme est une utopie. L'idée qu'on puisse continuer à fonctionner en termes de compétitivité, de compétition, de gains de productivité, sans intégrer la nouvelle donne environnementale, est une véritable utopie. Je suis d'accord avec la coopération, qui va dans les deux sens, mais pas avec la solidarité, qui est à sens unique ».
- Jacques MISTRAL : « L'Europe ne se limite pas au couple franco-allemand. Cette relation est soumise à beaucoup de tensions. Il y a eu beaucoup de faux pas de la part de la France, ce qui a affaibli notre capacité de propositions. Nous savons qu'il manque un pilier à l'Union monétaire et il y a maintenant un instrument de responsabilité dans le domaine financier : le fond de stabilité, créé avec ses 440 milliards d'euros ».

Olivier FOURNIER : « Le modèle économique européen sera-t-il affaibli à la sortie de crise ? »

- Jacques MISTRAL : « L'Europe sortira grande ! La zone euro a les instruments de sortie de crise les plus robustes ».
- Pascal CANFIN : « L'Europe sera renforcée, mais ce n'est pas certain. Nous n'arrivons pas à respecter le pacte de stabilité ».

Olivier FOURNIER : « L'Europe : territoire propice à l'innovation ? »

- Bertrand COLLOMB : « Les budgets européens ne sont pas suffisants. La Commission européenne a créé la parfaite bureaucratie ! Il faudrait plus d'initiatives et moins de règles, ne pas qu'appliquer le Traité de Rome. Il faut faire des choix politiques ».

Un Junior-Entrepreneur : « Parviendrons-nous à obtenir des mesures fortes concernant la rémunération des banquiers ? »

- Pascal CANFIN : « La directive sur les fonds propres bancaires en co-décision entre le Parlement et le Conseil, qui s'appelle la CRD 3, est en ce moment en trilogue, c'est-à-dire que la Commission, le Conseil, le Parlement négocient. Pour les parlementaires européens, les plus grandes rémunérations doivent être plafonnées à 500 000 euros, fixe et variable ».
- Bertrand COLLOMB : « Il faut un renforcement de la régulation financière. Il faut rendre le trading beaucoup moins rentable ».

Un Junior-Entrepreneur : « Concernant le pacte de stabilité, le rapprochement de l'Allemagne et de la France est-il bénéfique ? »

- Jacques MISTRAL : « Il est toujours bénéfique. L'accord retrouvé permet de travailler ensemble avec une deadline fixée à l'automne 2010 pour aboutir à une proposition raisonnable. La rhétorique est forte mais la réalité est toute autre ».

Vers une gouvernance unifiée ?

Farah BENOUIS : « Comment expliquer la cacophonie autour du sauvetage de la Grèce par le FMI ? »

- Pascal CANFIN : « Il est nécessaire de le faire mais personne ne pense que la Grèce rétablira la situation dans les prochains mois. Nous devons restructurer la dette. Mais comment ? Ce sont essentiellement les banques françaises et allemandes qui détiennent la dette publique grecque ».

Olivier FOURNIER : « L'Europe sera-t-elle dépassée par les pays émergents en termes d'influence sur le reste du monde ? »

- Bertrand COLLOMB : « Il y a un déplacement du centre de gravité du monde mais l'Europe aura-t-elle un rôle à jouer dans ce monde ? Jouera-t-elle un rôle, par exemples, dans la régulation financière qui ne peut être que mondiale, dans la lutte contre le changement climatique, dans la définition d'une croissance écologique ? On aura un rôle que si l'on est sérieux ! Il faut que nous soyons compétitifs par l'innovation. Il faut retrouver des initiatives, être les plus précoces sur la croissance verte. Les Junior-Entreprises ont un rôle à jouer ».

Olivier FOURNIER : « Concernant la Présidence du Conseil de l'Europe, n'est-on pas handicapé par le Président Hermann Van Rompuy, qui peine à trouver sa légitimité, alors que certains dirigeants européens, plus ambitieux et plus charismatiques, voudraient sans doute prendre sa place ? »

- Jacques MISTRAL : « Je ne pense aucun mal de Monsieur Van Rompuy parce qu'il n'y aurait rien eu de pire qu'un président du Conseil européen qui se batte dans une catégorie qui n'est pas la sienne. Rappelons que l'Union européenne n'a pas de budget, pas d'armée, pas de diplomatie. Mais, elle a un Parlement qui prend des pouvoirs croissants qui vont bousculer le jeu des institutions bruxelloises. Et, bien qu'elle n'ait ni budget, ni armée, ni diplomatie, elle a un président du Conseil, un président de la Commission, un président de l'Eurogroup et encore quelques autres hauts dignitaires. Monsieur Von Rompuy a la charge très explicite de faire tourner la machine européenne en interne. Les Américains et les Chinois poussent à une rationalisation de la gouvernance européenne. Mais ce que nous avons à craindre pour l'Europe à l'échelle internationale, c'est principalement le manque de confiance en nous, le manque de vision partagée, le manque d'ambition commune ».
- Pascal CANFIN : « Le rôle de Van Rompuy est celui d'un diplomate interne qui fait en sorte que des compromis soient trouvés. C'est un très bon choix. Le vrai problème de l'Europe, ce n'est pas Von Rompuy, c'est Barroso. Barroso n'a pris aucune initiative depuis qu'il est élu. Il va rentrer dans l'Histoire comme celui qui n'a rien fait, tout comme Domenech. Le second problème est le souverainisme des états. Il faut accepter que les états mettent en commun d'autres souverainetés fiscales pour pouvoir lever ensemble des impôts qu'ils ne



peuvent plus soulever tous seuls. Il faut créer une souveraineté européenne, un budget européen ».

- Bertrand COLLOMB : « Cette idée de président du Conseil européen vient du projet de traité constitutionnel. Elle visait à donner une continuité et une incarnation au Conseil européen. A la Commission, ce sont des technocrates, ce ne sont pas eux qui donneront l'impulsion politique. La Commission est là pour exécuter les orientations de l'Europe. Mais les orientations ne peuvent être que politiques et cette solidarité politique devrait s'incarner dans un homme qui ait une capacité d'initiatives. Nous aurions eu un Tony Blair, cela aurait été différent. Je suis assez désespéré que pour incarner l'Europe et être un catalyseur, nous ayons choisi un homme comme Van Rompuy. Je crois en la suprématie du politique et je pense que la Commission n'est pas un organe politique, mais un organe d'administration ».

Olivier FOURNIER : « Comment les Junior-Entrepreneurs peuvent-ils agir ? »

- Bertrand COLLOMB : « Il faut croire en l'avenir de la France. Il faut innover, développer ses idées ».

Un Junior-Entrepreneur : « Le projet euro-méditerranéen est-il un projet porteur ? »

- Jacques MISTRAL : « Le processus de Barcelone a été bloqué, tout comme ce projet. L'Europe continentale a un réel impact sur les pays du Sud. Les pays du Maghreb ont des atouts ».